

PHARISAÏSME ET STRATÉGIE NUCLÉAIRE

La propension des États-Unis à placer le débat nucléaire sur des assises morales aux dépens de l'analyse pragmatique a compromis la sécurité de l'Occident.

PAR ROBERT W. MALCOLMSON

AU PLUS FORT DE LA GUERRE froide, vers le début des années 1950, le distingué politicologue et praticien du réalisme, Hans Morgenthau, a fait ressortir une dimension essentielle de la politique étrangère américaine. Il a dit à propos de son gouvernement : « Notre conduite sur la scène internationale a été régie, comme il se doit pour toute nation, par le principe de l'affirmation politique; mais nous avons été portés à concevoir nos actions de manière non politique et moralisatrice. » Il n'est pas simplement question, ici, de cette prétention compréhensible et quasi universelle qui consiste à juger ses propres intentions sous un jour favorable. Ce qui est plutôt en cause, c'est la tendance persistante des États-Unis à *moraliser* les rapports de puissance aux dépens de l'analyse pragmatique. Et pour rassurant qu'il puisse être à court terme, ce moralisme n'a pas joué en faveur de l'Occident.

Les armes de destruction sont amORALES en soi. Elles n'acquiescent de signification « morale » que dans un certain contexte et comme instruments au service de visées politiques. Les armes nucléaires ne sont guère différentes, si ce n'est à un égard fondamental : avec elles, les tueries massives sont dérisoirement faciles. Plus aucune contrainte technique ne limite la capacité de tuer. Et la puissance destructrice est à ce point illimitée, terrifiante et quasi instantanée qu'aucune défense n'est envisageable. Mieux, devant un tel instrument de mort, la notion de « défense » n'a plus aucune signification. Il est maintenant si facile de détruire qu'une défense unilatérale un tant soit peu efficace n'est pas seulement difficile à réaliser : elle est logiquement impossible (la perfection n'étant pas de ce monde). En cette fin de 20^e siècle, telle est la nouvelle réalité technologique. C'est une réalité qui n'a rien à voir avec la moralité, la religion, ou d'autres valeurs.

L'Occident a été le premier, avec une bonne longueur d'avance, à posséder des armes de destruction massive. La puissance aérienne était un atout anglo-américain traditionnel, et le bombardement de saturation a compté parmi les éléments clefs de la stratégie alliée occidentale durant la Seconde Guerre mondiale.

L'URSS et l'Allemagne étaient forts sur le terrain, mais l'Ouest jouissait d'une supériorité écrasante dans les airs. La bombe atomique est venue renforcer l'attachement des États-Unis à une politique de sécurité fondée sur la prédominance aérienne. Étant donné la brutalité du stalinisme dans l'après-guerre, une politique d'endiguement axée sur la suprématie aéro-atomique semblait, aux yeux de la plupart des citoyens des États-Unis et du reste de l'Occident, à la fois justifiée, pratique (c'est-à-dire relativement peu coûteuse), cohérente et, vu la tyrannie de Staline, suffisamment morale.

De graves problèmes n'ont commencé à se faire jour qu'au moment, prédit en 1945 déjà par des scientifiques et d'autres experts, où l'Est a pu acquiescer à son tour cette capacité de destruction massive. La suprématie aéro-atomique des États-Unis avait duré moins d'une génération. Les Américains n'ont pas perdu cette suprématie; ce sont plutôt les Soviétiques qui la leur ont arrachée, et il n'y avait rien que Washington eut pu faire pour les en empêcher, sauf déclencher une guerre préventive. La nature même de la menace nucléaire voulait que l'aspect technique des systèmes d'arme perde beaucoup de son importance, car la réciprocité de la vulnérabilité n'était conditionnée par les seules évolutions techniques. L'objectif de la « supériorité technologique », même s'il en était toujours question dans les discours, était vidé de presque toute signification politico-stratégique. L'URSS s'est essentiellement dotée des

mêmes capacités destructrices que les États-Unis. Sur ce plan, elle a accédé au rang d'égal. Mais sous la plupart des autres rapports, du moins pour les Américains, l'URSS demeurait inférieure, surtout en ce qui avait trait à ses intentions et à sa « moralité ».

ON PEUT IMAGINER LA CONFUSION QUI s'est installée dans bien des esprits. Auparavant, l'Union soviétique passait pour inférieure au plan de ses intentions et de ses moyens de les mettre en oeuvre. Cette convergence simplifiait beaucoup l'élaboration des politiques. Mais de quelle façon les États-Unis devaient-ils s'y prendre pour composer avec une superpuissance rivale qui était désormais munie de moyens égaux mais que beaucoup d'Américains jugeaient inqualifiable sur le plan moral ?

La réalité naissante de la puissance nucléaire soviétique a en quelque sorte fait bifurquer la pensée américaine. D'un côté est apparue une tradition voulant que le potentiel nucléaire soviétique était un fait inéluctable. Ce potentiel, personne ne pourrait le faire disparaître, ni le supprimer, ni même le tenir en échec. Tout au plus pouvait-on espérer y faire contrepoids. Et quelle que pût être l'opinion américaine au sujet des dirigeants du Kremlin et de leur programme national, l'État qu'ils gouvernaient disposait de la puissance voulue pour mériter un respect politique à l'étranger. Quant aux préférences d'ordre moral, elles étaient étrangères, pour l'essentiel, à la compréhension de ces rapports de force entre États très puissants. Le principal était de gérer prudemment ces rapports et d'empêcher qu'ils se dégradent au point de provoquer une guerre cataclysmique, dont la possibilité, déjà, préoccupait tous les esprits. Dans le fil de ce raisonnement, la menace nucléaire (également appelée « notre force de dissuasion ») était inéluctable mais insuffisante; aux armes devaient venir s'ajouter des pourparlers sur la maîtrise des

armements, des accords de limitation mutuelle et d'autres stratégies de collaboration en vue de la survie collective. Par ailleurs, disait-on, certains indices portaient à croire que l'URSS en était arrivée à des conclusions semblables et que le stalinisme cérait la place à une politique de coexistence pacifique (bien que concurrentielle).

L'autre grand courant de pensée rejetait ce raisonnement. Il épousait la mentalité de la Guerre froide qui avait dominé au début des années 1950 et qui embrassait une perspective manichéenne du monde. Pour les avocats de cette philosophie et pour leurs partisans, le point de départ n'était pas la puissance militaire, mais la moralité. Leurs arguments politiques étaient généralement exprimés en fonction de valeurs, et la « liberté » était la valeur la plus fréquemment citée. Au lieu d'être régie par les intérêts matériels, les ambitions égoïstes ou les manifestations de la puissance militaire et physique, la politique internationale, d'affirmer ces gens-là, est avant tout fondée sur les valeurs, ou du moins sur certaines valeurs. Dans cette optique, le globe constitue une arène où s'affrontent, dans une sorte de duel moral, deux schèmes de valeurs incompatibles. Les armes nucléaires tirent leur signification politique non pas tellement de leur pouvoir destructeur intrinsèque, mais plutôt des fins morales que se proposent de servir les Nations qui les possèdent.

CETTE CONCEPTION MORALISÉE DE l'arme nucléaire a été énoncée avant même que la Seconde Guerre mondiale ne prenne fin. Le 9 août 1945, dans une allocution radiodiffusée, le président Truman a déclaré à ses concitoyens : « Nous devons nous constituer en fiduciaires de cette nouvelle force – pour empêcher qu'elle soit mal employée et pour la mettre au service de l'humanité.